

**Développement local, institutions et gestion des ressources naturelles (Tunisie) : le cas de la communauté d'Ouled H'lel dans la délégation de Aïn Draham**

Elloumi M.

*in*

Chassany J.P. (ed.), Pellissier J.-P. (ed.).  
Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 71

2006

pages 67-77

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=6400058>

To cite this article / Pour citer cet article

Elloumi M. **Développement local, institutions et gestion des ressources naturelles (Tunisie) : le cas de la communauté d'Ouled H'lel dans la délégation de Aïn Draham.** In : Chassany J.P. (ed.), Pellissier J.-P. (ed.). *Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne*. Montpellier : CIHEAM, 2006. p. 67-77 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 71)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# **Développement local, institutions et gestion des ressources naturelles (Tunisie) : Le cas de la communauté d'Ouled H'lel dans la délégation de Aïn Draham<sup>12</sup>**

**Mohamed ELLOUMI**  
**Salah SELMI, Mohamed HAMMAMI,**  
**Houcine DELLAI, Najib AZIZI**  
Chercheurs, INRAT Tunis

**Résumé :** La communauté d'Ouled H'lel, composée de 10 grandes familles, est installée dans une zone montagneuse du nord ouest de la Tunisie, en Kroumirie. Cette zone où la pluviométrie est élevée (1000 à 1500 mm par an,) relativement fragile du fait de la présence de marnes et d'une topographie à fortes pentes, est soumise à des risques importants d'érosion. Elle se caractérise par un retard de développement conséquent dû au fait qu'elle a servi de zone refuge pendant longtemps pour des populations qui se sont ainsi marginalisées par rapport au pouvoir central. On note une forte densité démographique de 90 habitants par km<sup>2</sup> pouvant monter à 350/km<sup>2</sup>, un taux de croissance démographique élevé et un taux d'émigration très faible jusqu'en 1990. L'économie locale est peu diversifiée et faiblement articulée avec l'économie de la plaine. La pression sur les ressources naturelles est très forte. Cette communauté de 1336 personnes pour 284 ménages exploite des clairières forestières ce qui provoque des conflits permanents avec l'administration forestière. Les activités agricoles, l'exploitation des produits ligneux et non ligneux ainsi que l'emploi dans le cadre d'actions de protection des ressources naturelles caractérisent cette population. L'arboriculture, les cultures céréalières et maraîchères ainsi que l'élevage constituent les principales productions avec des performances médiocres quoique en nette amélioration depuis quelques années (recours au vétérinaire par exemple). Les activités artisanales liées à la forêt (exploitation du bois, distillation des essences forestières, liège, champignons, pignons et zigougou sont un complément de revenu. Qu'il s'agisse de l'environnement institutionnel régional avec l'Odésypano, le Commissariat au Développement Agricole ou l'Office de l'Élevage et des Pâturages chargés de la mise en œuvre de la politique de l'Etat, ou d'institutions plus locales (OMDA, cellule du RCD, Comité de quartier, Groupement de développement, Comité élargi de Développement, Miaad plus traditionnel), sans oublier les ONG pour l'octroi de micro crédits, les outils institutionnels se sont fortement densifiés au cours des dernières années. Plus particulièrement, le GDA, créé en 2000, ex comité de développement créé lors de la mise en œuvre d'un projet de l'Odésypano, dispose d'un bureau équipé et d'un service d'encadrement rapproché et intensif. Le GDA couvre 2000 ha dont 1600 ha de forêts et 400 ha de cultures pour 300 familles. Sur ces familles 156 chefs d'exploitation adhèrent au GDA. Le GDA intervient dans l'offre de services agricoles, la formation de capital humain (formation des membres du Conseil d'Administration du GDA, apiculture, élevage...), le soutien à l'investissement productif, et la mise en valeur agricole et la protection des sols (CE, plantations d'oliviers, périmètres pastoraux, parcelles de triticales, correction de ravins...). Il intervient aussi sur l'apprentissage collectif et l'accroissement de la capacité de développement et de gestion des ressources naturelles. Les freins au développement sont dus aux conflits nés de l'application du code forestier lors de l'exploitation du liège, des plantes aromatiques et des champignons. La résolution des conflits par l'intermédiaire de conventions passées entre le GDA et l'administration forestière ne peut suffire à assurer un véritable développement. D'autres activités artisanales en rapport avec les ressources locales restent à explorer. De même une meilleure participation des femmes à la décision, connaissant leur rôle essentiel dans la production, et une plus forte scolarisation des filles demeurent un objectif prioritaire.

**Abstract.** *The community at Ouled H'lel consisting of 10 large families lives in a mountainous zone in Kroumirie in north-west Tunisia. This zone with substantial rainfall (1000 to 1500 mm per year) is comparatively fragile because of the presence of marls and steep topography and erosion risks are high. It features a substantial lag in development because it long served as a refuge for population that thus became marginal with regard to central power. Population density is high at 90 persons per km<sup>2</sup> and sometimes as much as 350/km<sup>2</sup>, high population growth and a very low rate of emigration until 1990. The local economy is little diversified with weak links with the economy of the plain. Pressure on natural resources is very strong. This community of 1336 persons (284 households) exploits forest clearings, resulting in continuous conflict with the forestry administration. The population devotes its time to farming, the exploitation of ligneous and non-ligneous plants and employment in actions for the protection of natural resources. Production consists of tree, cereal and vegetable crops and livestock, with mediocre performance that has nonetheless improved over the past few years (e.g. the use of veterinary services). Incomes*

12. Ce texte s'appuie sur les résultats d'un travail collectif réalisé dans le cadre du projet de recherche SDC/ICARDA/NARS Algérie, Maroc, Tunisie : Amélioration des conditions d'existence des communautés rurales et de la gestion des ressources naturelles dans les montagnes des pays du Maghreb Algérie, Maroc et Tunisie. En Tunisie le projet est réalisé par les institutions relevant de l'IRESA en collaboration avec Odésypano et le GDA d'Ouled H'lel (Projet SDC, 2005).

are complemented by forest-related craft activities (exploitation of wood, distillation of forest species, cork and collecting mushrooms, pine nuts and zougou). Institutional tools have become much more dense in recent years through ODESYPANO, the Commissariat for Agricultural Development and the Livestock and Grazing Board whose tasks are the implementation of government policy and more local institutions (OMDA, RCD cell, district committee, development group, enlarged development group and more traditional Miaads) and not forgetting NGOs for the awarding of micro loans. More particularly, the agricultural development group (GDA) set up in 2000—formerly a development committee founded during the implementation of an ODESYPANO project—has an equipped office and a close, intensive supervision service. The GDA covers an area of 2000 ha consisting of 1600 ha of woodland and 400 ha of crops with the involvement of 300 families. Of the latter, 156 farmers are members of the GDA, which is involved in the provision of agricultural services, training (training of the members of the board of the GDA, beekeeping, livestock farming, etc.), support for investment in production, farming and soil protection (water conservation, planting olive trees, grazing perimeters, fields of triticale, ravine correction, etc.). It is also involved in collective training and increasing development capacity and in natural resource management. The factors hindering development result from disputes caused by application of the Forestry Code during cork exploitation and the collection of aromatic plants and mushrooms. Settlement of the disputes by means of agreements between the GDA and the forestry administration are not sufficient to ensure true development. Other craft activities related to local resources remain to be explored. Likewise, increased participation of women in decision making, given their essential role in production, and increased school attendance by girls form a priority objective.

## Introduction

Longtemps considéré comme la finalité du développement rural, la préservation des ressources naturelles est devenue au fil du temps et de l'évolution des approches la base d'un développement rural durable qui passe avant tout par le développement économique et le changement institutionnel. Ce changement de perspective dans les approches et les politiques de développement rural se base sur la possibilité de concilier développement humain, croissance et gestion durable des ressources naturelles. En effet il est de plus en plus admis qu'une gestion durable des ressources naturelles puisse constituer la base d'un développement des communautés sous conditions que la gestion des ressources naturelles soit fondée sur une approche participative et que le développement prenne en considération à la fois les aspects économiques, environnementaux, sociaux, politiques et institutionnels.

L'exemple de la communauté d'Ouled H'lel dans la Délégation de Aïn Draham, Gouvernorat de Jendouba, nous permet de montrer comment la participation de la population à travers sa représentation constituée par un Comité de développement (CD) informel, puis par un Groupement de Développement Agricole (GDA) formel a permis de faire de la population un partenaire dans la gestion des ressources naturelles et pour le développement de son territoire et de dépasser la contradiction entre préservation des ressources et développement durable.

La communauté d'Ouled H'lel étant située dans la région du Nord Ouest et plus précisément au milieu de la région de Kroumirie, nous allons tout d'abord présenter la problématique de développement des zones de montagne du Nord Ouest de la Tunisie, puis nous présenterons l'évolution de la politique de développement rural et de gestion des ressources naturelles à travers les politiques et les approches de l'Office de Développement Sylvo-pastoral du Nord Ouest. Enfin la présentation de la place et du rôle des organisations et institutions au niveau de la communauté nous permettront de montrer comment peut s'articuler le développement local et la gestion durable des ressources naturelles, ceci en nous appuyant sur l'exemple de la communauté d'Ouled H'lel (voir aussi Selmi, Hammami et Elloumi, 2005).

## I - La problématique de développement des zones forestières et montagneuses du Nord Ouest de la Tunisie

Les zones montagneuses du NO de la Tunisie se caractérisent malgré leur apparente richesse en ressources naturelles (eau, couvert végétal et faune) par un milieu fragile et un retard important en terme de développement par rapport aux reste du pays.

Ce retard se traduit par des indicateurs de développement assez bas et surtout par une économie faiblement diversifiée qui conduit à une pression forte sur les ressources naturelles et à leur dégradation qui met en péril leur durabilité.

Cette situation est à la fois le résultat de l'évolution historique de la zone et de ses rapports avec son environnement global au niveau régional et national. En effet la zone du Nord Ouest souffre historiquement de sa marginalité par rapport au reste de l'économie nationale constituant depuis de longue date une zone de refuge à l'abri de l'intervention du pouvoir central. En retour la zone n'a pas bénéficié pendant de longues périodes d'une politique volontariste de développement permettant le dépassement des contraintes naturelles. Cette situation de repli a préparé le terrain à un effet de boule de neige des actions anthropiques inadéquates qui se sont traduites par un impact négatif en termes de dégradation des ressources forestière, et de ressources en sol.

## **1. Un milieu fragile**

La région de Kroumirie abrite la forêt méditerranéenne la plus importante de Tunisie. Celle ci se trouve dans une région aux conditions climatiques et naturelles assez contraignantes avec de fortes précipitations (de 1000 à 1500 mm par an selon les années) et qui prennent le plus souvent un caractère orageux. Sur le plan morphologique, les fortes pentes et les substrats où domine le marne renforcent les effets dévastateurs de ces précipitations que les mauvaises pratiques agricoles et pastorales elles-mêmes ne font qu'aggraver.

## **2. Une forte densité démographique**

Paradoxalement la zone connaît une densité démographique assez élevée qui est le résultat de l'histoire (la petite région comme refuge et comme zone de rupture avec le pouvoir central notamment à l'époque coloniale) et d'une société qui est demeurée longtemps réfractaire au planning familial. C'est aussi le résultat du retard pris par la zone au double plan de la dynamique migratoire et de la baisse de la natalité.

Ainsi la zone de la Kroumirie, possède des densités démographiques supérieures à 90 habitants au kilomètre carré. Cette densité est encore plus importante si l'on rapporte la population à la surface utile. Ainsi dans certaines délégations celle-ci dépasse les 300 habitants au kilomètre carré de Surface Agricole Utile (SAU), avec une disponibilité moyenne en terre agricole inférieure à 2 hectares par ménage.

Il faut signaler toutefois que l'on assiste depuis le début des années 1990 à un rattrapage de la zone par rapport au reste du pays tant au niveau de la dynamique démographique qu'au niveau de la baisse de la natalité, comme par ailleurs pour l'ensemble des indicateurs de développement tels que le désenclavement, l'électrification, l'adduction d'eau potable ou encore la scolarisation des jeunes, etc.

## **3. Une économie peu diversifiée et faiblement articulée avec l'économie de la plaine**

L'économie des régions de Montagne du nord-ouest a depuis de longue date tourné le dos à la plaine tant littorale qu'intérieure. Ainsi comme l'a déjà décrit H. Attia, les complémentarités entre les zones de montagne et la plaine ne sont pas mises en œuvre sauf au profit de la plaine (Attia, 1986)

Economie forestière et agricole par excellence, le système de production de la région est dominé par ces deux activités qui sont pour l'une réduite à une activité traditionnelle avec des niveaux d'intensification faible et pour la seconde orientée vers la conservation et profite plus aux entrepreneurs venant de l'extérieurs de la zone qu'à la population locale.

A cela, il faut ajouter la faible internalisation de la valeur ajoutée des ressources locales dont la transformation, voire même l'exploitation est le plus souvent réalisée par des agents extérieurs à la zone.

## **4. Une forte pression sur les ressources naturelles**

La forte densité démographique, le manque de diversification de l'économie et les restrictions des possibilités de migration ainsi que l'absence de réseaux anciens et bien structurés d'émigration ont poussé la population à une exploitation excessive des ressources locales.

L'opposition entre la stratégie étatique de préservation des ressources forestières et de mobilisation des ressources en eau, jusqu'à une date récente au seul profit des plaines littorales et les stratégies de survie développées par les populations locales n'ont pas permis une sortie par le haut du cercle vicieux de la pauvreté-dégradation des ressources naturelles. Les projets de développement dans leurs premières phases en mettant l'accent sur la préservation des ressources naturelles ont figé cette opposition. Les nouvelles approches de développement participatif, intégré et global laisse entrevoir une sortie par le haut de ce cercle vicieux. Cependant les défis restent importants, notamment dans une économie de plus en plus globalisée et qui renforce le risque d'un désengagement accéléré des pouvoirs publics.

## **II - Développement local et gestion des ressources naturelles : le cas de la communauté d'Ouled H'lel**

### **1. Problématiques de développement de la communauté d'Ouled H'lel**

La communauté d'Ouled H'lel fait partie administrativement du secteur Sloul de la délégation de Aïn Draham du gouvernorat de Jendouba. Elle est située dans la chaîne de montagne de la Kroumirie. On y rencontre la même problématique de développement que dans l'ensemble de la zone, avec des spécificités dues à la situation géographique et au contexte social.

Cette communauté est composée de 10 grandes familles. Celles-ci sont regroupées en autant de douars avec un habitat relativement dispersé malgré les efforts de regroupement entrepris par les pouvoirs publics qui ont construit un premier village dans les années 1960 et mis en place un lotissement pour l'extension de ce même village dans les années 1980.

Il s'agit d'une communauté localisée en milieu forestier et exploitant des clairières forestières qui ont été gagnées par défrichement sur la forêt depuis l'installation des premiers arrivants. De cette situation est né un rapport conflictuel avec les services forestiers du temps de la colonisation qui s'est perpétué après l'Indépendance, voire jusqu'à nos jours pour certains douars (Ben Mansoura et al, 2000).

#### **A. Une forte densité démographique**

La population de la communauté d'Ouled H'lel est composée de 1336 personnes réparties sur 284 ménages soit une moyenne de 4,7 personnes /ménage ce qui est plus faible que la moyenne nationale (5,1 personnes/ménage).

La zone à l'image du reste de la Kroumirie a connu jusqu'à une date récente une forte croissance démographique. Toutefois depuis plus d'une dizaine d'années on assiste à un ralentissement de cette croissance qui est actuellement inférieure à la moyenne régionale elle même inférieure à la moyenne nationale (1965-1975 : 4,73 %, 1984-1994 : 0,73 %).

La croissance démographique passée et l'importance du couvert forestier se sont traduites par une densité démographique très forte, notamment par rapport aux terres agricoles, densité qui peut atteindre 350 habitants au km<sup>2</sup>.

#### **B. L'économie de la communauté d'Ouled H'lel : des activités diversifiées, mais faiblement développées**

La communauté d'Ouled H'lel tire son existence principalement des activités agricoles et de l'exploitation de la forêt, soit à travers la mise en culture des clairières, soit à travers l'exploitation des ressources

forestières (produits non ligneux et produits ligneux), soit encore à travers l'emploi permanent et occasionnel généré par les activités de protection et de valorisation des ressources naturelles.

Toutefois une partie des jeunes est conduite à émigrer pour la recherche de travail en dehors de la zone. En effet la forte densité de la population par rapport aux ressources naturelles et à leur mode de valorisation rend difficile la fourniture à tous d'un emploi et d'un revenu sur place. L'émigration est et restera une source de revenu pour la population de la zone. Toutefois une meilleure valorisation des ressources naturelles pourrait améliorer l'équation d'équilibre entre les ressources et les besoins de la population.

### C. Une activité agricole encore peu performante

Les systèmes de cultures sont dominés par l'arboriculture (noyer, olivier et arbres fruitiers divers), par les grandes cultures (céréales et cultures fourragères) et enfin par les cultures maraîchères.

**Tableau 1. Répartition de la SAU selon les principales cultures**

<b>SPECULATION</b>	<b>SUPERFICIE (EN HA)</b>	<b>% DE LA SAT</b>
Céréales (blé et orge)	79,6	20,3
Fourrages	49,1	12,5
Légumineuses	19,15	4,9
Cultures maraîchères	17,03	4,4
Autre	1,25	0,3
Jachère	127,1	32,5
Arboriculture (noyer, olivier et arbo. divers)	104	26,6

Source : Nos enquêtes, 2005

Cette situation est le résultat d'une évolution assez importante avec une place de plus en plus importante pour les arbres fruitiers et semi-forestiers (noyer) et pour les cultures fourragères et pastorales. Les surfaces en céréales et en jachère ont diminué.

L'élevage occupe une place importante dans les stratégies des ménages. Toutefois ici aussi on note une évolution du cheptel caractérisée par la réduction de la taille des troupeaux et l'intensification de la conduite avec un plus grand recours à la complémentation.

**Tableau 2. Effectif du cheptel de la communauté**

<b>CATEGORIE</b>	<b>EFFECTIF</b>	<b>MISE BAS /AN/FEMELLE</b>	<b>% MORTALITE /MISE BAS</b>	<b>NOMBRE D'ELEVEURS</b>
Bovins de race sélectionné	18	0,42	0	12
Bovins de race croisée	52	0,64	12%	37
Bovins de race locale	82	0,37	13%	42
Ovins	626	0,96	18%	74
Caprins de race locale	370	0,94	9%	56
Caprins de race croisée	85	1,41	5%	10

Source : Nos enquêtes, 2005.

L'apiculture prend de plus en plus d'importance dans l'économie des ménages. Elle s'est développée à la fois sous l'effet de la formation dispensée par les différents projets et de l'aide à l'investissement qu'a pu mobiliser le GDA. Il s'en est suivi une modernisation de cette pratique avec une organisation assez exceptionnelle puisque la plus grande partie des ruchers est collective et conduite sous forme coopérative par le groupe d'apiculteurs.

La faible dimension économique des exploitations fait que le recours aux intrants marchands et à la mécanisation est relativement réduit. Par contre pour l'élevage le recours au vétérinaire et aux aliments

concentrés est important, ce qui témoigne de l'évolution de la conduite de cette activité et de l'importance de sa place dans l'économie des ménages.

#### D. Un rôle important des activités non agricoles

Les activités économiques non agricoles sont centrées principalement sur la valorisation des ressources naturelles disponibles dans l'environnement immédiat de la communauté. Il s'agit de l'artisanat du bois, de la distillation des essences forestières, de la récolte du liège et des champignons, des pignons et du zgougou, etc. On remarque par ailleurs une certaine spécialisation par douar.

**Tableau 3. Principales sources de revenu par douar**

Sous fraction	Principale source de revenu
Dar Oun	Arboriculture (Noyer, cerisier) et travail extérieur (fonction publique)
Jbil	Elevage, travail extérieur (bonne à tout faire à Tunis)
Mhaïdhia	Artisanat du bois
Ain Jnane	Cultures maraîchères (CM), noyer et forêt (artisanat)
El Hammam	Forêt, cultures maraîchères et élevage
Hssaïria	Elevage et fonction publique
Erritba	Cultures maraîchères, noyer et grandes cultures
Bcheïnia	Noyer et cultures maraîchères
Zouaouna	Grandes cultures
El Manna	Noyer et cultures maraîchères

Source : Nos enquêtes et les déclarations des représentants des douars

Toutes ces activités contribuent de manière plus ou moins régulière et importante au revenu des ménages selon une division du travail au sein des ménages et surtout au sein même de la communauté.

## 2. Le cadre institutionnel : entre tradition et modernité

Le paysage institutionnel de la communauté d'Ouled H'el se caractérise par la densité des institutions qui interviennent dans la régulation de la vie économique, sociale et culturelle de la communauté. Par ailleurs cette vie institutionnelle est relayée par un environnement institutionnel plus large qui lui assure une meilleure articulation avec l'environnement économique et politique au niveau de la région voire au niveau national.

#### A. Un tissu institutionnel local dense

En effet sans qu'il y ait réellement une inflation d'institutions, comme on peut en rencontrer dans d'autres contextes, la communauté est dotée d'un nombre assez élevé d'institutions qui interviennent dans la vie politique, dans les relations économiques de la communauté avec son environnement, dans l'accès et la gestion des ressources naturelles ou encore dans la vie sociale et culturelle.

**Le Omda** : même si ce dernier est un représentant de l'administration au niveau du secteur, il n'en demeure pas moins que du fait qu'il soit l'héritier du Cheikh, sa fonction est une institution locale qui a son poids dans les médiations entre la population et les autorités locales.

**Les cellules du RCD** : la représentation au niveau local du RCD joue un rôle important dans la mobilisation politique de la communauté.

**Le comité de quartier** : il constitue une forme d'organisation de base au niveau des quartiers ou des douars. Il s'occupe de tout ce qui relève de la vie du quartier au niveau de l'hygiène, de l'embellissement, etc.

**Le GDA** : il s'agit du groupement de développement agricole constitué afin de représenter la communauté pour tous les projets de développement et de gestion des ressources naturelles.

**Le Comité élargi de Développement** : le comité de développement dans la zone d'Ouled H'lel a été créé à l'occasion des interventions de l'*Odésypano* et de l'adoption de l'approche participative et intégrée. Son rôle a été important jusqu'à la création du GDA. Ses attributions étaient et sont encore, dans les zones où n'intervient pas le GDA, de faciliter la participation des populations aux projet de développement.

**Le Miaad** : Il s'agit d'une organisation informelle et traditionnelle au niveau de la communauté. Actuellement la coexistence entre les structures modernes et cette structure ancienne fonctionne relativement bien puisque se sont les responsable du la Cellule du RCD, ceux du GDA ou encore le Omda qui font appel le plus souvent au Miaad, afin de donner à leur choix et décisions une plus grande légitimité. Le *Miaad* permet la résolution des conflits entre les membres de la communauté au niveau de la gestion des ressources en eau, du foncier ainsi que des problèmes au sein des ménages ou des familles.

## **B. L'environnement institutionnel régional**

La communauté d'Ouled H'lel bénéficie aussi d'un environnement institutionnel assez dense et porteur pour le développement. Il s'agit en premier lieu des organes de développement déconcentrés de l'administration. Avec principalement l'*Odésypano* qui met en œuvre la politique d'Etat de développement rural des zones forestière et montagneuses du Nord Ouest, le CRDA et notamment la direction régionale des forêts qui intervient de manière très forte dans la région depuis l'époque coloniale (Gardin, 2000), l'Office de l'élevage et des pâturages (OEP) qui agit au niveau de l'amélioration des parcours sur les terres privées et pour l'encadrement de l'activité de l'élevage.

Mais on doit surtout citer les ONG dont notamment ATLAS et APEL. Ces ONG interviennent dans le cadre de la politique de promotion du partenariat avec la société civile pour le développement rural en servant de relais pour l'octroi de micro-crédits. Elles interviennent aussi avec des programmes de développement financés par des fonds obtenus auprès des donateurs étrangers. Leur approche est toutefois très souvent comparable à celle de l'Office et a connu comme les mêmes évolutions (Bouju et Saïdi, 1996).

## **III - Le GDA d'Ouled H'lel**

Le GDA est un ancien Comité de Développement (CD) créé dans le cadre d'un projet mis en œuvre par l'*Odésypano*. Ce dernier met à disposition du groupement un bureau équipé dans un centre de développement et d'animation (CDA) du projet ainsi qu'un service d'encadrement rapproché et intensif.

Avant sa formation, le groupement a pris la forme de CD et a été créé en février 1997 avec 11 membres. Puis avec la nouvelle stratégie adoptée par l'office, ainsi qu'à la suite de la loi du 10 mai 1999 concrétisant la création des groupements comme structures formelles, cette communauté de développement sur la demande de la majorité des propriétaires et exploitants a été remplacée par les groupements afin de pouvoir mieux répondre aux besoins des exploitants agricoles. Le GDA Ouled H'lel a été créé en juillet 2000 et couvre une superficie de 2000 ha constituée de 1600 ha de forêts et de 400 ha de clairières. 300 familles résident sur le terroir et seulement 156 chefs de familles sont adhérents au GDA. Le GDA prend place dans un environnement institutionnel assez dense. Par ailleurs il s'inscrit dans une communauté qui a une tradition de cohérence et des prédispositions à un travail collectif.

Les compétences internes du CD et l'appui intensif apporté par l'*Odésypano* sont à l'origine des potentialités et des capacités de gestion du périmètre, d'action et de réalisation d'activités assez remarquables (Turki, 2002).



## 1. Les réalisations du GDA

Au cours de ses trois premières années d'existence, les réalisations du GDA peuvent être considérées comme significatives. En effet le GDA intervient dans quatre grandes activités : (i) offre de services agricoles, (ii) formation du capital humain, (iii) soutien à l'investissement et (iv) mise en valeur agricole et C.E.S.

### A. L'offre de services agricoles

Le GDA offre des services agricoles à des coûts moins élevés que les entreprises privées qui sont par ailleurs rares dans la zone. Il assure ainsi une disponibilité de ses services et garantit leur permanence et leur réalisation au moment opportun par rapport au calendrier agricole. Cette disponibilité est importante pour des exploitations de petite taille qui ont des difficultés d'accès à la mécanisation ou à d'autres services, mais elle permet aussi au GDA d'avoir un contrôle sur les techniques culturales et sur leur mode de réalisation. Enfin ces activités sont rendues possibles grâce à l'acquisition par le GDA de certains équipements agricoles avec financement propre ou avec un soutien extérieur.

Tableau 4. Les équipements agricoles collectifs acquis par le GDA

Equipements	Coût en DT	Financement
Motopompe + tuyaux d'irrigation	866	70% GDA ; 30% Adhérents
Tracteur + remorque	10 000	40% GDA ; 60% Adhérents
Cultivateur	300	GDA
Herse	200	GDA
Faucheuse	700	GDA
2 extracteurs de miel	500	Odésypano + ATLAS
Couveuse électrique	600	Odésypano
Total	13 166	

Source : PDC Ouled H'lel, 2004

Ces services sont rendus possibles grâce au soutien de l'Odésypano qui offre gratuitement les lieux de réception, de stockage et de vente des produits. Le GDA participe également à la transformation et l'écoulement des olives et du miel de ses adhérents.

### B. La formation du capital humain

Outre le rôle joué par son intervention sur les facteurs classiques de la production agricole, le GDA intervient par la formation, l'information et l'échange d'expériences entre les adhérents et avec d'autres communautés ou GDA. Ainsi dans le domaine de la formation, les activités dans lesquelles le GDA d'Ouled H'lel est intervenu comme intermédiaire entre la population et les organismes de formation ont touché les membres du conseil d'administration, les apiculteurs, les éleveurs, et plusieurs autres agriculteurs de la communauté.

**Tableau 5. Les actions de formation**

Actions	Nombre des bénéficiaires	Financement
Formation des membres du conseil d'administration en gestion administrative et financière	10	Odésypano
Apiculture	40	Odésypano
Elevage et conduite des caprins	20	Bureau d'Emploi et de formation
Formation agricole polyvalente	10	Centre de formation de la jeune fille rurale- Boussalem
Total	80	

Source : PDC Ouled H'lel, 2004

### C. Le soutien à l'investissement productif

L'étroitesse de l'exploitation agricole, le nombre réduit des activités à haute valeur ajoutée et la difficulté d'accès des unités de production à des sources de financement extérieur font que les capacités locales d'investissement demeurent faibles. Les micro projets constituent une des solutions préconisées à l'amélioration du taux d'investissement dans de telles zones. Le GDA intervient alors comme médiateur et garant de la réalisation des projets d'investissement dans la communauté d'Ouled H'lel. La priorité est donnée à ses adhérents. Au cours des trois dernières années une soixantaine de bénéficiaires ont pu accéder à des financements pour réaliser leurs projets de production agricole.

**Tableau 6. Inventaire des micro- projets**

Type des projets	Nbre de bénéficiaires	Coût DT	Financement
Apiculture	20	28500	Fondation ATLAS
Elevage des caprins	12	51000	BTS
Micro crédit (fonds de roulement)	28	26650	Fondation ATLAS
Total	60	106150	

Source : PDC Ouled H'lel, 2004

Ces interventions étaient centrées sur les activités traditionnelles pour la zone et ont ciblé le plus souvent les jeunes démunis de ressources foncières avec comme objectif la valorisation du potentiel forestier.

### D. La mise en valeur agricole et la conservation des eaux et du sol

Le bilan des réalisations de mise en valeur agricole et de CES est encourageant et témoigne de la dynamique du conseil d'administration du GDA. Les interventions directes et indirectes sont de nature à consolider le patrimoine productif de la communauté et à promouvoir de nouvelles perspectives d'amélioration des revenus par l'introduction de nouvelles espèces végétales comme le triticale et la conservation des ressources naturelles tout en valorisant la plantation pastorale de consolidation des travaux de CES.

**Tableau 7. Les actions de mise en valeur agricole et C.E.S**

Actions	Quantité	Coût DT	Financement
Plantation d'oliviers et arbres fruitiers	57 ha	26550	Odésypano avec participation du GDA et des adhérents (convention)
Production des plants pastoraux	185000 plants	29600	Odésypano (convention)
Création des périmètres de Sulla	40 ha	4000	Odésypano + OEP+ Adhérents + GDA (convention)
Parcelles de triticales	10 ha	600	
Correction mécanique et biologique des ravins	15 ha	5727	Odésypano Et ATLAS avec participation du GDA et des adhérents (convention)

Source : PDC Ouled H'lel, 2004

Le GDA cherche, par ailleurs, à introduire de nouveaux services comme la mise à disposition de nouvelles semences pour attirer de nouveaux adhérents. Il cherche aussi à développer des cultures fourragères en association avec des exploitants sans moyens ou avec des propriétaires absentéistes en vue de renforcer les revenus du groupement.

## 2. Durabilité et cadre institutionnel

L'intervention de l'Office et la constitution du GDA ont permis une participation de plus en plus importante de la communauté à la gestion de son développement et progressivement à la gestion des ressources naturelles. Cette participation semble donner des résultats en terme de développement et de gestion durable des ressources naturelle car elle se passe dans un cadre institutionnel qui permet de concilier l'accès aux ressources et leur durabilité. Ainsi à travers les actions du GDA, les jeunes porteurs de projets ont pu avoir accès à une formation ciblée et à des micro-crédits pour le montage de ces projets. Par ailleurs la communauté, à travers le GDA, a de plus en plus accès de manière privilégiée aux ressources forestières de son terroir ce qui permet de diversifier les sources de revenu et leur niveau.

Toutefois ce développement risque de rencontrer des limites du fait de la faiblesse des activités génératrices de revenu qui ne sont pas basées directement sur l'exploitation des ressources naturelles, de la difficulté d'encadrer l'ensemble des membres de la communauté dont certains refusent d'adhérer au GDA et enfin par la difficulté que rencontre le GDA à inclure les femmes dans le processus de prise de décision malgré la reconnaissance de leur rôle dans les activité productives.

La participation de la communauté à la gestion des ressources forestières reste encore incomplète du fait des limites que représente la forme GDA dans la prise en charge de la gestion de ces ressources. Limites qui sont inscrites dans le code forestier qui rend difficile la participation du GDA comme opérateur dans l'exploitation de certaines ressources forestières (liège, plantes aromatiques, champignons, etc.). Les dernières modifications du code forestier, avec la possibilité donnée au GDA d'avoir des concessions de gestion des ressources naturelles, ouvrent la voie à une plus grande implication de celui-ci dans l'exploitation de ces ressources. Reste le problème de l'adhésion de certains exploitants des ressources tels que les artisans du bois.

Malgré tout, l'action de développement risque d'être incomplète tant que des actions en dehors du cadre de l'exploitation et de la valorisation des ressources forestières ne sont pas identifiées et promues. En effet quelle que soit la richesse de la zone en ressources naturelles, leur exploitation et leur valorisation ne peuvent suffire à offrir de l'emploi et un revenu décent à l'ensemble des jeunes de la communauté. Il s'agit alors d'explorer des pistes qui, tout en étant en rapport avec elles, ouvrent des voies vers une réelle diversification de l'économie locale et assure ainsi un allègement réel de la pression sur les ressources dans le cadre d'un projet de développement global.

Enfin, l'autre aspect de la faiblesse institutionnelle est la faible participation des femmes aux institutions et le manque de cadre pour leur participation à la décision, malgré la reconnaissance de leur rôle actif

dans les processus productifs. Ce constat est du à la pesanteur des traditions et il restera pour un certain temps un handicap au développement de la zone. L'amélioration de la scolarisation des jeunes filles, dont le niveau est supérieur à celui des garçons, laisse entrevoir des perspectives meilleures. La création d'organisations spécifiques pour les femmes peut constituer une phase transitoire en attendant l'effet de cette scolarisation massive sur la participation des femmes à la gouvernance locale.

## Conclusion

A l'origine, la création du GDA d'Ouled H'lel s'intègre dans les actions et l'approche adoptés par l'Odésypano. Il s'agissait de mettre en place des organisations représentatives de la population cible afin de faciliter l'intervention et d'assurer, à travers la participation, une meilleure acceptabilité des actions de l'Office. Toutefois, avec le temps et avec l'évolution de l'approche même de l'Office et sous la contrainte de son désengagement et de l'adoption d'une approche de partenariat, cette structure a connu une évolution à la fois dans ses rapports avec l'administration, mais aussi dans sa visibilité sur la scène locale et comme acteur autonome de développement de la communauté qu'elle représente. Cette autonomisation de la communauté ou plutôt de sa forme moderne de représentation constitue dans les faits une avancée importante et ouvre des perspectives nouvelles pour un développement durable de la communauté et de son territoire.

La réussite effective de cette expérience passe toutefois par le dépassement de certaines limites inhérentes à leur mode de création et leur place dans le paysage institutionnel. Elle passe notamment par l'intégration de tous les acteurs et notamment des femmes et par un élargissement des perspectives de développement dans le cadre d'un projet plus large pour l'ensemble des régions montagneuses et forestières du Nord Ouest de la Tunisie.

---

## Références bibliographiques

- **Attia, H.**, 1986. Problématique du développement du Nord Ouest tunisien, in Désert et montagnes au Maghreb. Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée, n° 41-42, p. 264-280.
- **Ben Mansoura, A., Garchi, S., Daly, H.** 2001. Analyzing Forest Users destructive Behavior in Northern Tunisia, Land use policy, vol. 18, n. 2, p. 153-163.
- **Bouju, S. et Saidi, R.** 1996. Le développement rural en Kroumirie (Tunisie) : stratégies paysannes et logiques des projets. In Elloumi M. (éd.). Politiques agricoles et stratégies paysannes au Maghreb et en Méditerranée occidentale, Tunis : ALIF-IRMC.
- **Gardin, G.** 2000. L'histoire foncière et la question environnementale en Kroumirie, in Séminaire International MEDENPOP 2000 : Population Rurale et Environnement en Contexte Bioclimatique Méditerranéen, 25 - 28 octobre 2000 Jerba - Tunisie.
- **ODESYPARNO.** 2004. Plan de Développement Communautaire (PDC) d'Ouled H'lel.
- **Projet SDC "Maghreb Mountains".** 2005. Résultats du diagnostic des moyens d'existence durables (MED) de la communauté d'Ouled H'lel dans la Délégation de Aïn Draham, IRESA, ODESYPARNO, GDA Ouled H'lel, ICARDA.
- **Selmi, S., Abaab, A., Elloumi, M.** 2004. Le développement rural en Tunisie : Une place de plus en plus importante des Organisations professionnelles et de gestion des ressources naturelles au dépens des institutions publiques. In Ceña, F., Elloumi, M., Gallardo, R. et El Béchir Sai (s/d). Les défis de la terre : l'agriculture en Espagne et en Tunisie face au défis de la libéralisation. Tunis : Cérès Editions et IRESA,
- **Selmi, S., Hammami, M., Elloumi, M.** 2005. Le groupement de développement agricole de d'Ouled H'lel dans la zone forestière du Nord Ouest, Communication au séminaire AMAECO, sur les Montagnes au Maghreb., Rabat les 2 et 3 décembre 2005
- **Turki, M.** 2002. Diagnostic des capacités des groupements de base en milieu rural, Rapport de consultation, Octobre 2002, Coopération Suisse, PAOTIC.